

**Angola: nouvelle offensive de l'UNITA et de la CIA**

## Les contras de Savimbi ont 15.000 morts sur la conscience

Au moins 15.000 personnes ont été tuées en janvier et février de cette année au cours de l'affrontement pour le contrôle de la capitale provinciale Huambo, en Angola, une bataille qui a duré 56 jours. L'an passé, quand le gouvernement MPLA a largement remporté les élections (53,7% contre 34,1 pour l'Unita), le dirigeant de l'UNITA, Savimbi, a bien vite repris les hostilités. Les protestations molles de Washington, Lisbonne ou Moscou (qui avaient soutenu les élections et les avaient déclarées légales) ne l'ont pas effrayé. Lui et ses maîtres savaient bien que, sur le terrain militaire, il était le plus fort. Depuis octobre de l'année dernière,

l'UNITA occupe les trois quarts du territoire. Plus qu'il n'avait jamais pu en occuper précédemment, au cours de 17 ans de confrontation (1). Cette suprématie militaire s'est construite sur plus de 10 ans d'intense collaboration avec les services de sécurité sud-africains, américains, israéliens et zairois (voir sur cette page). Aujourd'hui encore, après la prétendue réforme du régime de l'apartheid et les nombreuses vagues d'indignation hypocrite émanant des capitales impérialistes à propos des droits de l'homme au Zaïre, cette collaboration se poursuit intensément, avec toutes ses conséquences tragiques.

Deux journalistes de Johannesburg ont visité les environs de l'aéroport de Mbato, dans le seul «homeland» reconnu par l'Afrique du Sud, le Bophuthatswana (3). Par le personnel de l'aéroport, ils ont appris qu'une des principales fabriques d'armes d'Afrique du Sud, Armscor, utilise des avions de transport russes, des Antonov, pour effectuer des transports réguliers d'armes, destinées à l'UNITA, vers le Zaïre. Auparavant déjà, le Parti Communiste sud-africain du leader noir assassiné Chris Hani, avait dénoncé le fait que des vols de nuit transportant des armes destinées à l'UNITA partaient de Mbato. Selon le responsable de l'aéroport, qui a tenu à

garder l'anonymat, «l'utilisation d'avions russes présente l'avantage d'être moins suspects en Afrique». Selon les journalistes, c'est le ministre de la Défense et de la navigation aérienne civile, Rowan Cronje (ancien ministre dans le gouvernement de l'apartheid en Rhodésie, actuellement Zimbabwe) qui s'est chargé d'octroyer l'autorisation d'atterrissage au département africain de l'Aeroflot (3).

Quelle hypocrisie dans la déclaration du représentant de l'UNITA en Belgique, selon laquelle «la victoire à Huambo nous fournit assez de matériel pour pouvoir nous battre pendant un an encore...»

### Un colonel zairois soutient l'UNITA

L'hebdomadaire sud-africain «The New Nation» a publié, fin février, les preuves de la collaboration entre les services de sécurité sud-africains et zairois dans leur aide à l'UNITA. Des documents signés par le chef d'état major adjoint de l'armée zairoise, le colonel Moliba Tewa, contiennent des projets de constitution d'unités conjointes des services de sécurité sud-africains et zairois. L'objectif de ces unités est de déstabiliser l'Angola après la victoire électorale du MPLA. Une des méthodes proposées consisterait à déréguler le marché financier et à provoquer une inflation galopante par la diffusion massive de faux billets pour une valeur de 100 milliards de «kwansas» (l'unité monétaire angolaise). Selon les documents publiés par The New Nation, les faux billets devraient provenir du Zaïre via la ville portuaire sud-africaine Durban, à destination de Lobito, port angolais (3).

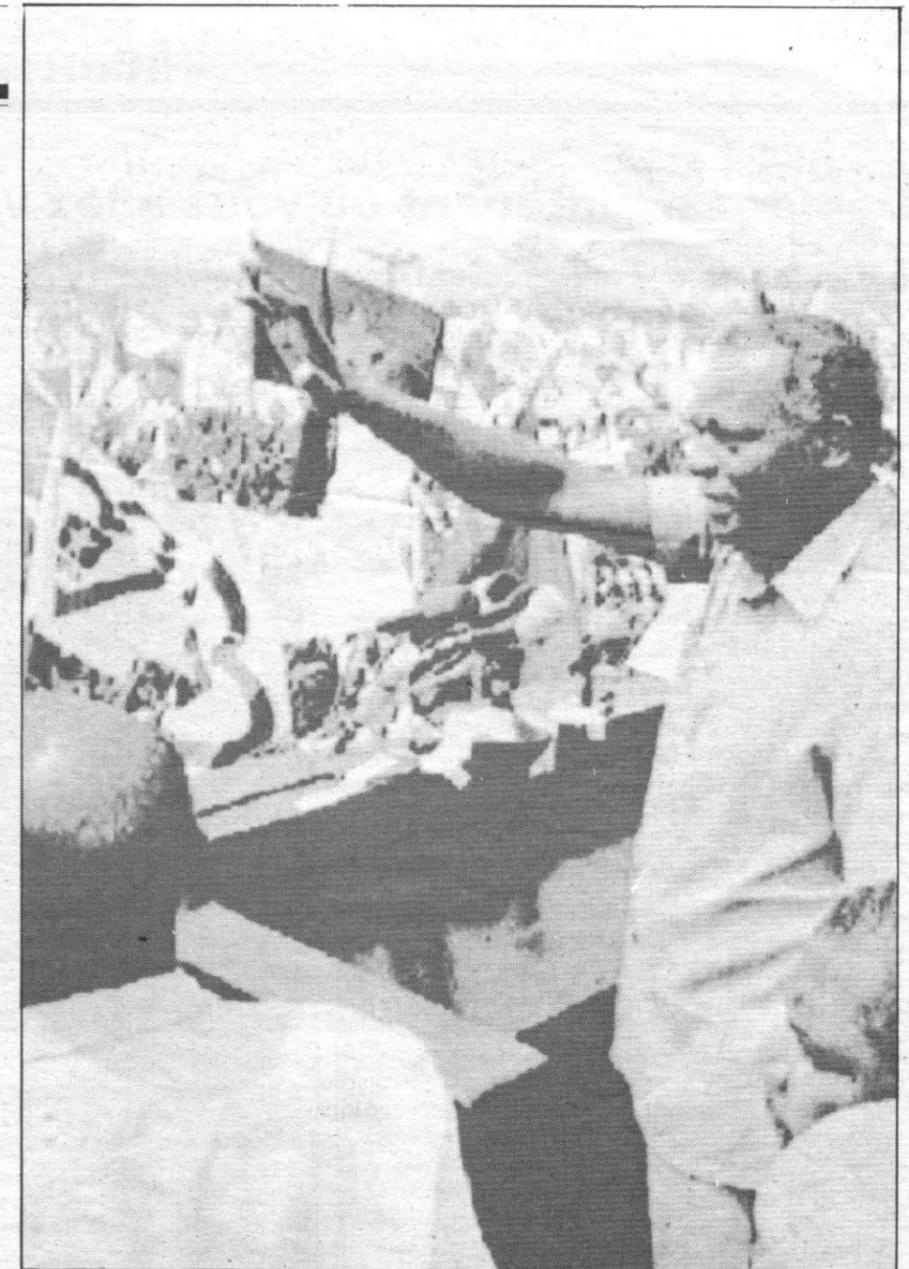
Une autre aide importante pour l'UNITA est l'achat, par la compagnie sud-africaine De Beers, de quantité de diamants extraits illégalement. Des commerçants de Tsikapa (localité à la frontière zairoise) disent que des envoyés de l'UNITA ont réceptionné, fin janvier, 400.000 dollars (soit presque 13 millions de francs) en argent comptant. Tsikapa se trouve à environ cent kilomètres de la province angolaise de Luanda Norte. Des commerçants libanais installés dans la localité disent qu'environ un tiers des dia-

mans qui passent entre leurs mains sont fournis par l'UNITA. «Ce commerce par-delà la frontière existe depuis longtemps mais, jusqu'il y a peu, nous avions à faire à des individus. Maintenant, ce sont des Angolais qui ne parlent pas français, qui portent des uniformes et qui sont accompagnés d'officiers zairois. Tous les diamants vont chez De Beers. Il en connaît l'origine, cela relève du travail de De Beers... Étant donné que la firme veut éviter que des diamants de grande valeur tombent entre les mains de concurrents, elle est au courant longtemps à l'avance des trafics de lots importants de diamants» (4).

### Willy Claes: improbable...

Si on reconnaît un homme d'État à sa capacité de mentir comme il respire, alors Willy Claes est un grand homme d'État. Voici la déclaration qu'il a faite le 3 mars, une semaine après que la plupart des faits repris ci-dessus aient été publiés dans des journaux européens: «Il semble très improbable que l'Afrique du Sud ait fait parvenir des armes à l'UNITA... Face à l'ONU, l'Afrique du Sud nie avoir livré une aide matérielle à l'UNITA. On peut difficilement s'imaginer quel avantage le gouvernement sud-africain aurait à soutenir l'UNITA, alors qu'il veut obtenir coûte que coûte sa réhabilitation et sa reconnaissance internationale... Étant donné la situation au Zaïre, il semble douteux que le président Mobutu puisse se permettre d'envoyer des unités zairoises se battre aux côtés de l'UNITA» (5). Pendant le même débat à la chambre, cet homme d'État, représentant de l'impérialisme, n'hésite pas à faire endosser la responsabilité finale du déclenchement de la guerre civile par le gouvernement MPLA de Luanda qui, «mis au défi par les provocations de l'UNITA, aurait chassé les partisans de l'UNITA. Dans une vraie chasse à l'homme menée par la police et la population sympathisante du MPLA. On a dénombré des milliers de morts. Des centaines de notables de l'UNITA ont été emprisonnés. Ce fut le signal de la reprise de la guerre civile» (5).

Il faut le faire: des observa-



Dos Santos, président de l'Angola et président du MPLA, pendant les élections de l'année dernière. Son parti a obtenu une victoire éclatante, mais au lendemain des élections, les rebelles de l'UNITA, soutenus par la CIA et l'Afrique du Sud, ont à nouveau déclenché la guerre civile. Le socialiste Willy Claes considère qu'il est compréhensible qu'ils ne se résignent pas dans leur défaite et qu'une intervention étrangère est nécessaire.

teurs belges ont déclaré que les élections de septembre dernier étaient légales et exemptes de fraude notoire. Le MPLA remporte ces élections avec succès. L'UNITA rassemble d'urgence ses effectifs et prépare clairement une offensive militaire. Quand le gouvernement légalement élu ose réagir, il est montré du doigt comme le responsable du déclenchement de la guerre civile. En plus, toute responsabilité des autres régimes réactionnaires est purement et simplement renvoyée au rang des «improbabilités». Claes se place ainsi exactement sur la même longueur d'onde que Clinton: malgré une indignation bruyante à propos de la non-reconnaissance des résultats électoraux par Savimbi, «Voice of America» ouvre encore ses ondes à l'UNITA. Et pour coordonner les opérations militaires de ses forces combattantes, Savimbi continue à utiliser un système sophistiqué de communications par satellite, mis à sa disposition par les États-Unis (6). Ou comment l'impérialisme ouvre toutes les écluses de la démagogie, des mensonges et de l'hypocrisie quand cela peut servir à la défense de son système...

### Le projet de gouvernement UNITA de 1982

L'article de Top Secret Magazine (voir page 19) dévoile au lecteur comment les ser-

vices de sécurité sud-africain, zairois et la CIA ont travaillé à un plan conjoint en vue de la mise en place d'un gouvernement UNITA dans le sud de l'Angola. Aujourd'hui, ce plan est en cours d'application: «Le conseiller spécial de Savimbi pour les questions stratégiques, le sud-africain Sean Cleary, est l'inventeur de la république d'Angola du Sud... Tout porte à croire que ce projet est maintenant en cours de réalisation. L'exécution de ce plan prévoit la collaboration active des Zaïrois et des Sud-Africains, en première instance le bataillon Buffalo, une composante de l'armée sud-africaine. Cleary veut tout cas annexer à l'Angola du Sud les provinces de Lunda Sul et Lunda Norte pour «garantir son espace économique». C'est nécessaire, selon le rapport Cleary, parce que l'Angola du Sud ne peut assurer sa survie économique sans les champs de diamants des provinces de Lunda» (6).

### Les véritables intentions de l'impérialisme en Afrique

La leçon que Claes tire des événements en Angola en dit long sur les intentions de l'impérialisme en Afrique: «L'Angola nous apprend que les parties en guerre doivent être amenées à la conciliation et à la démobilisation

avant qu'on passe à des élections. Les perdants n'ont pas pu s'incliner face aux résultats électoraux. Maintenant, nous attendons le rapport du secrétaire-général et la décision du Conseil de Sécurité. Alors seulement, on pourra envoyer une force de pacification» (5).

En d'autres termes, on ne peut organiser d'élections en Afrique que si l'impérialisme peut en influencer directement les résultats. Car si les forces pro-impérialistes perdent, «elles ne peuvent s'incliner face à leur défaite» et il vaut mieux d'abord y envoyer une «force de pacification». Elles placent le pays plus ou moins directement sous tutelle, comme elles le font en Somalie, et créent un cadre dans lequel on est sûr que les forces qui l'emportent sont dévouées à la «civilisation» de De Klerk, Clinton et leurs amis.

T.B.

(1) La Cité, 1er avril 1993. (2) De Morgen, 25 mars 1993. (3) Le Courrier de l'Escaut, 28 février 1993. (4) De Volkskrant, 5 mars 1993. (5) Rapport analytique réunion publique de la commission des relations extérieures 3 mars 1993. (6) De Morgen, 10 avril 1993.